

# ALEP : HOLLANDE, SOUTIEN LOYAL À POUTINE

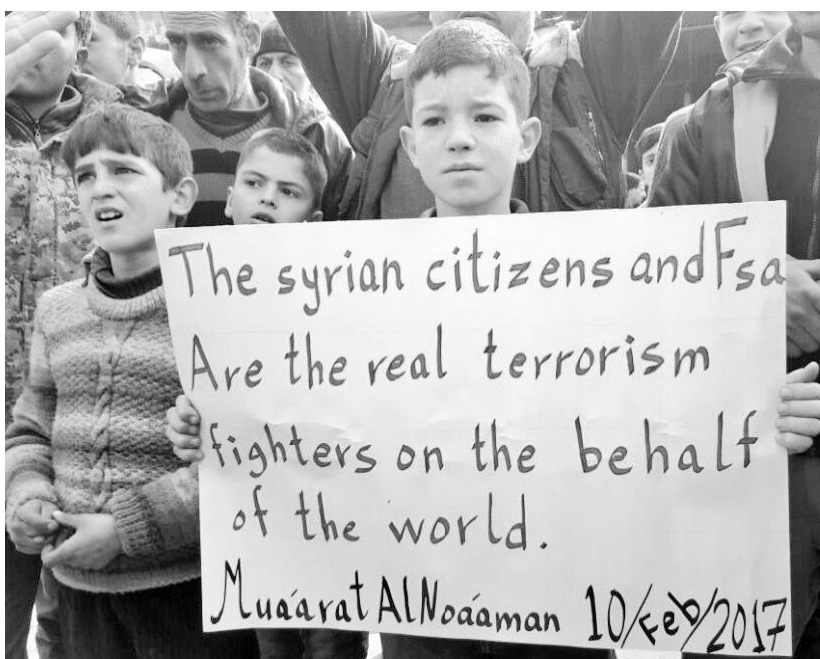
Lors de son discours annuel aux ambassadeurs, fin août 2016, Hollande sous-entendait que seul Assad bombardait les civils, la Russie étant reléguée au rôle de simple soutien : « *Depuis près d'un an, la Russie apporte son concours au régime de Bachar al-Assad, qui utilise ce soutien pour bombarder des rebelles mais aussi des populations civiles, ce qui fait le jeu des extrémistes de tout bord.* »

Lors des derniers mois de pilonnage d'Alep, commencé mi-septembre 2016, le gouvernement français cherchera à maintenir cette position politique, tout en modulant parfois son discours en fonction du contexte international. Une politique de soutien à Poutine, et qui ne peut que conforter Assad en Syrie, et en France ses « amis ».

## Reprise des bombardements en septembre

Assad et ses alliés russes et iraniens lancent la première offensive sur Alep le 22 septembre. Le dimanche 25 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU organise une réunion d'urgence entre les États-Unis et les ministres des Affaires étrangères de quatre pays de l'UE (France, Italie, Allemagne et Grande-Bretagne).

Du côté des États-Unis, la pression monte d'un cran, avec notamment l'intervention remarquée de Samantha Power, ambassadrice américaine à l'ONU : « *ce que la Russie soutient et fait [à Alep], ce n'est pas de la lutte anti-terrorisme, c'est de la barbarie* ».



Côté français, l'action des Russes est à peine critiquée. Ainsi dans son intervention à l'ONU, ce 25 septembre, Delattre, Représentant Permanent de la France auprès des Nations unies, qualifiant le conflit en Syrie comme « *la plus grande tragédie humanitaire depuis la seconde guerre mondiale* » ne mentionne jamais les bombardements russes, et ne parle de la Russie que comme d'un soutien à Assad : « *le régime a engagé jeudi, avec l'appui de ses soutiens, une offensive aérienne majeure, dont l'objectif évident est de faire tomber rapidement Alep* », la Russie « *soutient le régime qui bombarde Alep* », et lorsque l'utilisation d'armes à sous-munitions, d'armes anti-bunker, est mentionnée, seul le régime est suspecté et donc associé à l'exécution de crimes de guerre. Par conséquent « *S'il est une zone où les avions du régime doivent être immédiatement interdits de survol, c'est à Alep* » ; rien n'est dit sur les avions russes qui peuvent continuer de voler. Concernant Poutine, les attentes sont autres : « *Nous attendons notamment de la Russie qu'elle donne la preuve de sa réelle disposition à cesser de soutenir l'option militaire* ».

Le même jour, à la suite de cette réunion du Conseil de Sécurité, Ayrault confirme que l'Iran et la Russie ne sauraient être tenus responsables de crimes, mais comme simples « *complices* » : « *J'en appelle donc à ses soutiens, la Russie et l'Iran, à se ressaisir et à faire preuve de responsabilité en*

*mettant un coup d'arrêt à cette stratégie qui conduit à l'impasse. Sinon la Russie et l'Iran seront complices des crimes de guerre commis à Alep ».*

### **Rupture des négociations USA-Russie**

L'offensive lancée le jeudi 22 septembre 2016 sur Alep par Assad et Poutine a généré des tensions entre USA et Russie. La première conséquence est l'annulation de la réunion prévue le 23, lors de laquelle devait être présenté à l'ONU l'accord Kerry-Lavrov signé début septembre. Si le samedi et le dimanche les grandes puissances impérialistes haussent le ton, chacune à leur manière, l'appel à la raison ne suffit pas : une semaine plus tard, le lundi 3 octobre, la rupture des négociations entre Washington et le Kremlin est annoncée (mais les négociations se poursuivront dans le cadre de l'ONU).

Côté français Ayrault, sur Europe 1, durcit un peu son discours : *« Ceux qui sont responsables, c'est clair, c'est le régime d'Al-Assad qui bombarde et les Russes (...) qui bombardent aussi ».* Mais Ayrault n'appelle pour autant pas les Russes à arrêter leurs bombardements : *« J'appelle les Russes à prendre leur responsabilité, j'appelle les Russes à condamner ces bombardements d'Alep, j'appelle les Russes à condamner l'utilisation des armes chimiques »...* Au journaliste qui insiste pour savoir si, d'après le ministre, les Russes sont en train de se rendre responsables de crimes de guerre, Ayrault répond : *« Je n'imagine pas qu'un président d'un grand pays comme la Russie puisse se mettre dans cette situation, donc il n'est pas trop tard pour un sursaut ».* (29/09/2016)

Si, dans son communiqué du 3 octobre, le gouvernement cible un peu plus nommément les crimes russes : *« La population civile d'Alep est prise pour cible par le régime et ses soutiens - la Russie au premier chef. »*, ce n'est pas pour leur demander de cesser immédiatement leurs bombardements mais... de laisser entrer l'aide humanitaire (!) : *« Nous appelons la Russie à faire le nécessaire pour que les blocages à l'accès humanitaire soient levés. ».*

### **La France joue à l'équilibriste**

La semaine suivant la rupture des relations USA-Russie, la France tente de reprendre une initiative à l'ONU en proposant une résolution au Conseil de sécurité.

Tandis que les bombardements se poursuivent, Ayrault se rend à Moscou le 6 octobre pour discuter avec Poutine de la résolution envisagée. Le samedi 8 octobre, la résolution France-Espagne est présentée à l'ONU. Celle-ci demande notamment que *« toutes les parties cessent immédiatement les bombardements et le vol d'avions militaires au-dessus d'Alep ».* Avec cette résolution, la France se retrouve à demander l'arrêt des bombardements russes et syriens, ce qui est nouveau.

La Russie met son veto à cette résolution. Il s'agit du 5<sup>e</sup> veto depuis 2011. Pour la première fois, la Russie est plus isolée que d'habitude : la Chine qui votait jusqu'alors comme la Russie s'est abstenue. Mais pour certaines grandes puissances, comme la France, il ne faut pas que cet isolement dure.

La tourmente gouvernementale, liée à la visite de Poutine à Paris, en est une illustration. Cette visite prévue de longue date pour le 19 octobre, alliait des raisons diplomatiques avec l'inauguration d'un centre culturel et spirituel. Suite au veto russe du 8 octobre, Hollande ne souhaite pas de rupture avec Poutine mais s'interroge sur la pertinence de cette visite. Le mardi 10, Poutine le sort du guêpier en annonçant qu'il *« viendra quand Hollande se sentira plus à l'aise »*, et Ayrault d'expliquer *« Il faut convaincre la Russie, c'est ce travail que nous faisons, que pour vaincre le terrorisme, que ce soit celui de Daesh ou celui d'al-Qaïda, al-Nosra, il faut s'unir et pas se tromper de combat. »* (1)

L'Élysée rassure tout un chacun qu'il ne s'agit en aucun cas d'une rupture diplomatique et qu'il n'est pas question d'isoler la Russie : *« Nous rappelons que la Russie, seule, a opposé son veto au projet de résolution franco-espagnol visant à répondre à l'urgence à Alep. Pour autant, la France poursuit son dialogue avec la Russie sur la crise syrienne. ».* (Point presse du 12/10/2016). Ce que Valls reprend :

« nous continuerons de discuter avec la Russie et ses dirigeants », « le dialogue se poursuit », tout en dénonçant « l'attitude d'obstruction injustifiable de la Russie » (*Le Monde*, 12/10/2016).

Poutine, en bon analyste, comprend les messages : le 10, il annonce le déploiement de missile sol-air-300 et le 11, les bombardements redoublent de violence. Quant à l'opposition syrienne du HCN (Haut Comité des Négociations), elle regrette de « ne pas avoir reçu d'armes anti-aériennes » (*Le Monde*, 10/10/2016).

### **Trêve et poursuite des pressions sur Poutine**

Quelques jours après le veto russe, autour du 12 octobre une réunion est annoncée entre les USA (qui ont accusé ouvertement la Russie d'interférence dans la campagne électorale américaine) et la Russie, pour le 15 octobre. Le gel des négociations USA-Russie, annoncé le 3 octobre, aura duré... à peine 12 jours. La rencontre a lieu à Lausanne, avec d'autres pays régionaux (comme la Turquie). De cette rencontre Lavrov-Kerry aucune avancée officielle ne transperce. Pourtant deux jours plus tard, Poutine annonce une trêve pour le jeudi, qui de fait, se mettra en place un peu plus tôt.

Les pressions sur le Kremlin se poursuivent : l'échange entre Poutine, Hollande et Merkel à Berlin, le 19 octobre, est difficile pour le Kremlin. Hollande affirme une exigence claire et rare, où les noms de tous ceux qui bombardent sont indiqués : « la première des exigences, c'est la cessation des bombardements par le régime et ses soutiens. Parlons clair, par le régime et l'aviation russe », « on ne peut pas prétendre qu'il faudrait pour que la trêve puisse être prolongée, que la population d'Alep, sorte d'Alep », « Il y a encore plus de 300 000 personnes qui vivent à Alep et donc il ne peut pas être question de bombarder cette ville sous prétexte qu'il y aurait des terroristes, alors que la population d'Alep veut la paix et veut trouver une solution politique. ». Mais cette trêve doit-elle permettre la levée du siège et ainsi aux 300 000 Syriens assiégés et bombardés de reprendre une vie normale ? Que nenni, cette trêve « doit être consacrée à l'acheminement de l'aide humanitaire et aussi à tout ce qui peut être l'occasion d'une discussion politique sur l'avenir de la Syrie ».

Huit couloirs sont mis en place par Poutine pour l'évacuation des civils et forces armées, mais personne ne sort. Et aucune aide humanitaire ne rentre. Le 24 octobre Ban Ki-moon récompense l'émissaire du régime syrien, Jaafari, pour ses 10 années de loyaux services à l'ONU. Le 28 octobre, débute une bataille lancée par l'opposition à Assad pour briser le siège d'Alep, les quelques quartiers pris retomberont une dizaine de jours plus tard dans les mains du régime et de ses alliés.

Durant cette trêve, le gouvernement français réaffirme sans cesse sa volonté de dialoguer avec Poutine : « Je m'y suis efforcé et je continuerai inlassablement à dialoguer avec la Russie. » (Ayrault, dans *La Provence*, 28/10), et à un journaliste qui explique : « la droite française vous reproche de ne pas assez parler avec elle [la Russie] », Ayrault répond « Cette droite-là se trompe. Avec Poutine le dialogue est permanent. Il n'a jamais été question d'ignorer la Russie. » (*La Croix*, le 04/11)

### **Reprise des bombardements en novembre**

Après un mois de trêve et les élections américaines passées (Trump a été élu le 9 novembre), Poutine annonce le 15 novembre 2016, une opération d'envergure en Syrie. Officiellement, la Russie ne bombarde pas à Alep, mais la réalité montre très vite le contraire (ce que peu de journaux expliqueront). Le 14 déjà son aviation massacrait des civils dans le gouvernorat d'Alep ; en parallèle, une rencontre entre Washington et Moscou était annoncée.

Face aux massacres, les USA réagissent aussitôt « Nous condamnons fermement la reprise des frappes aériennes en Syrie par les Russes ainsi que par le régime syrien », tout en expliquant « Nous pensons que la Russie et les actions du régime syrien sont inexcusables. Cependant, nous pensons toujours que la seule voie à suivre est une résolution politique » (Elizabeth Trudeau, 15/11)

Dans ses discours à Berlin (le 17/11) et à Lima (le 20), Obama semble avoir déjà enterré Alep : « *il serait naïf de ma part de suggérer qu'il va y avoir, à ce stade, un soudain tournant à 180 degrés dans la politique d'Assad ou la Russie ou l'Iran.* » (Berlin), « *Je ne suis pas optimiste quant à l'avenir immédiat de la Syrie. Une fois que la Russie et l'Iran ont pris la décision de soutenir Assad dans une campagne aérienne brutale et essentiellement dans une pacification d'Alep, indépendamment des possibles victimes civiles, des enfants tués ou blessés, des écoles ou des hôpitaux détruits, il était très difficile de voir une façon pour l'opposition, même entraînée et modérée, de maintenir sa position très longtemps* » (Lima).

Dans la même veine, au Conseil de Sécurité de l'ONU qui se réunit le 20 novembre, Samantha Power égraine les noms et généraux syriens qui « *doivent savoir que leurs exactions sont documentées et qu'un jour ils devront rendre des comptes* ». L'ambiance de « guerre froide » évoquée dans les journaux en septembre est loin. Pas de rupture diplomatique en vue : Kerry et Lavrov se sont rencontrés le 18 novembre, et de Mistura se rend le 20 à Damas pour rendre visite au ministre des affaires étrangères du régime de Assad.

Le 5 décembre, un 6<sup>e</sup> veto (russe et chinois), bloque une résolution demandant une trêve à Alep. Le 19 décembre, au nom de la « crise humanitaire », l'ONU vote une résolution actant la déportation des habitants d'Alep (une résolution qui ne rencontre pas le veto russe...).

Certains feront porter au changement de présidence la cause de l'immobilisme américain. Un immobilisme à relativiser : c'est dans cette même période de changement de présidence que les USA refusent, pour la première fois de leur histoire, d'utiliser leur droit de veto contre une résolution condamnant la colonisation en Palestine ou que Obama expulsera 35 diplomates russes (fin décembre). Il faut avant tout y voir la continuité de la politique menée en Syrie par les USA depuis 2013, et 2011.

Concernant la critique de Poutine, le 14 décembre, Samantah Power à l'ONU explique « *Pour le régime d'Assad, la Russie et l'Iran, vos forces et mandataires mènent ces crimes* ». La France restera tout le long bien en deçà de cette accusation.

### **Critiquer Poutine du bout des lèvres...**

Au début de la reprise des bombardements à la mi-novembre, la France fait un bref communiqué appelant « *le régime et ses alliés à cesser immédiatement leurs bombardements* » (le 16/11). Il faut ensuite attendre le 24 novembre pour lire un nouveau communiqué de l'Elysée... qui ne parle que de sa préoccupation quant à la mort de soldats turcs, tués par l'armée d'Assad près d'al-Bab. Certes Ayrault s'était entre temps exprimé, parlant d'une « logique de guerre totale » mais sans cibler les acteurs (2). Si le 2 décembre, il est à nouveau fait mention de « *mettre fin aux bombardements aériens aveugles du régime et de ses soutiens* », le communiqué du 7 décembre fait frémir : les bombardements sont effectués « *par le régime syrien, soutenu par la Russie et l'Iran* ». Par conséquent le gouvernement condamne « *fermement les attaques du régime syrien* », pas celles des Russes. Toutefois ces derniers sont condamnés, avec le régime syrien, « *pour leur obstruction humanitaire* »... De l'arrêt des bombardements il n'est plus questions. Ce communiqué marque un retour du gouvernement français à ses positions défendues en septembre et couvrant les crimes russes et iraniens.

Après les massacres du 12 décembre qui déclenchèrent une forte mobilisation en France, le gouvernement français poursuit dans le même sens : « *Les soutiens du régime, à commencer par la Russie, ne peuvent pas laisser faire et admettre cette logique de vengeance et de terreur systématique sans prendre le risque d'en être complices.* » (Le 13/12). Les soutiens d'Assad « risquent » d'être complices, mais soyons rassurés, le gouvernement pense qu'ils ne le sont pas encore, et encore moins qu'ils sont responsables directement de nombre de massacres et de la situation.

Le 15 décembre, alors que la déportation des habitants d'Alep est bloquée, même comédie : «*Dans les quelques heures qui viennent, si les efforts ne sont pas faits, les régimes qui soutiennent Bachar al-Assad prendront la responsabilité de cette situation extrêmement grave pour les populations*». (Hollande, 15/12, BFMtv -3).

### **...puis le légitimer**

Ayrault, ce même jour, rappelle dans un interview au *Parisien* qu'«*il y a un régime qui massacre son peuple, (...) et qui est soutenu par les Russes et par les Iraniens*», et en tire la conséquence : «*Nous appelons à un sursaut en particulier venant des Russes*». Concernant les forces russes (et peut-être les forces syriennes, iraniennes et du Hezbollah, le texte est ambigu sur ces dernières forces) : «*Ce que nous voulons, c'est que ces forces se concentrent sur Daech, et notamment sur la conquête de Raqqa* »(!). On retrouve là les discours de novembre-décembre 2015 de Hollande, cherchant à coopérer avec Poutine dans une grande alliance anti-Daesh, et de Fabius alors ministre des affaires étrangères cherchant à coopérer avec les forces du régime de Assad («*Il n'est pas possible de travailler avec l'armée syrienne tant que M. Bachar al-Assad est à sa tête. Mais à partir du moment où il y aura eu une transition politique et où M. Bachar ne sera pas le chef des armées, on peut très bien s'associer à ce qui sera l'armée syrienne. Mais dans une transition politique opérée*», le 05/12/2015).

La nécessité de dialoguer est également rappelée : «*La France et l'Europe doivent être claires et fermes avec la Russie tout en continuant à parler avec elle. Parler avec Vladimir Poutine ne signifie pas s'aligner sur ses positions*». (Ayrault, 05/12/2016).

Et le 15, tout en reconnaissant le rôle de la Russie («*Ce que voulait la Russie, c'était l'écrasement de l'opposition*»), Hollande explique au Conseil Européen : «*Ce qui est en cause, c'est la responsabilité de la Russie et aujourd'hui (...) nous devrions être tous unis en France pour dire : il faut que la Russie puisse prendre sa part maintenant de la situation humanitaire qu'elle a d'ailleurs contribué à créer et de la nécessité d'une solution politique, plutôt que de laisser penser qu'il suffirait de parler à Vladimir Poutine*" (*Le Figaro*, 16/12/2016). La politique de re-légitimation de Poutine est en place : une légitimation politique, une légitimation humanitaire... et l'omission de la mention de ses crimes.

De même le régime d'Assad est légitimé : «*Nous devons également négocier avec les représentants du régime, pour mettre en place des institutions qui permettent d'associer la totalité de la population syrienne*». (Ayrault, le 16/12, sur RTL)

### **Tout dire, ne rien masquer**

Ainsi durant le pilonnage d'Alep, le gouvernement français a, sans interruption, réaffirmé la nécessité de maintenir le dialogue avec le Kremlin et ainsi légitimé l'intervention russe en Syrie. L'argument politique est double : «*seule la Russie a la capacité de convaincre le régime de Bachar al-Assad*» (Communiqué du 28 juillet 2016) et cette intervention pourrait être réorientée dans la lutte contre Daesh.

Durant le pilonnage d'Alep, jamais les bombardements russes n'ont été qualifiés par le gouvernement français comme criminels, tandis que les bombardements syriens l'ont été (cette position est différente des USA qui ont critiqué les crimes russes).

Enfin, la politique française vis à vis de Poutine a consisté à ne pas mentionner les bombardements commis par Poutine en Syrie, sauf pendant une période durant laquelle il y a été contraint (début octobre à début décembre). Quant à la politique de l'Iran, la critique du gouvernement est quasi-inexistante.

Le soutien apporté à Poutine est, pour certains se réclamant de la « gauche » (comme Mélenchon), beaucoup plus ouvert et doit clairement être critiqué. Mais toute impasse faite sur l'analyse précise de la politique du gouvernement français en Syrie, et toute inhibition des critiques sur ce gouvernement au

nom d'une soi-disant « politique moins pire » sont des obstacles à la compréhension de la situation nationale et internationale et amènent à mettre en avant des revendications hors du réel ou insaisissables.

En octobre 2016, malgré l'annulation de la venue de Poutine en France, des Ukrainiens, Russes et Syriens ont décidé de maintenir leur rassemblement prévu le 19 octobre devant l'Assemblée nationale, dont l'un des slogans était : « *Aucune collaboration avec les dictateurs, ni Assad, ni Poutine* ». Une exigence également mise en avant le 1<sup>o</sup> octobre par le collectif *Avec la Révolution Syrienne*. Le 10 décembre, lors du rassemblement devant l'Hôtel de ville, un texte « *les fêtes de l'ONU et des gouvernants, les fêtes des assassins* » était lu et quelques jours plus tard, le même groupe, Nasskoune, explicitait la revendication « *Aucune collaboration avec les dictateurs : rupture immédiate des relations diplomatiques avec tous les gouvernements qui exterminent le peuple syrien (Assad, Poutine, Khamenei)* ». Maintenir et arriver à imposer que ces rassemblements aient lieu, fut, dans l'immense anéantissement lié à la chute d'Alep, une petite avancée. Et ces revendications ainsi mises en avant, parmi d'autres, furent entièrement juste.

(1) <http://videos.leparisien.fr/video/syrie-jean-marc-ayrault-veut-convaincre-la-russie-10-10-2016-x4wwg0h#xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.fr%2F>

(2) <http://discours.vie-publique.fr/notices/163003426.html>

(3) <http://www.leparisien.fr/politique/hollande-condamne-la-russie-qui-ne-tient-pas-ses-engagements-en-syrie-15-12-2016-6459864.php>

## La Syrie, tous complices...

par ALI HAMRA



PRÉFACE DE GERARD VANDENBROUCKE ET GOUTAL, MOINE & PHIL

« **Ali Hamra**, journaliste-caricaturiste syrien vivait et travaillait à Damas. Directeur éditorial du journal économique il a toujours « croqué » tout ce qui l'entoure. Contraint, comme des millions de ses compatriotes, de quitter la Syrie pour se protéger, lui et sa famille, Ali Hamra a continué depuis le début du conflit à caricaturer les personnages clés de la vie politique de son pays.

Arrivé en France en 2014, il a sélectionné les principaux dessins de son travail pour témoigner en image et laisser une trace de ce que les habitants de son pays vivent depuis mars 2011, date à laquelle de nombreux Syriens sont descendus dans la rue pour tenter, comme dans d'autres pays (Tunisie, Égypte,...) de changer pacifiquement les choses...

Le régime au pouvoir n'a jamais voulu entendre les demandes de ces millions de femmes et d'hommes réclamant la liberté, la démocratie, la vie. S'en est suivie une situation de terreur et de répression qui a empiré de mois en mois, facilitée par la « mollesse », pour ne pas dire l'indifférence des responsables politiques des grandes puissances, la naissance de DAESH, jusqu'à l'entrée en scène de la Russie. (...)

Composé uniquement de dessins avec un minimum de texte car le trait d'Ali Hamra se suffit à lui-même, ce livre est un cri, non de peur, mais un cri d'avertissement et de colère, d'un homme seulement armé de ses crayons et de ses feutres. « *N'oublions jamais ce qu'ils nous ont fait* ». ».

(Sources : La Mémoire Créative de la Révolution syrienne <http://www.creativememory.org/?p=159275>)

**Le centre international de la caricature**, du dessin de presse et d'humour de **Saint-Just-le-Martel** en Haute-Vienne accueille du **6 avril au 14 août 2017** une exposition du Syrien **Ali Hamra** intitulée « **La Syrie, tous complices** ».